

Turquie/Trois jours après l'attentat d'Istanbul L'assaillant court toujours

AFP
Istanbul/Turquie

Toutefois, son profil commence à se préciser avec la diffusion hier de photos et d'informations à son sujet.

LE profil de l'auteur présumé de l'attentat contre une discothèque huppée d'Istanbul, toujours activement recherché, commençait à se préciser hier avec la diffusion de photos et d'informations selon lesquelles il aurait combattu pour l'EI en Syrie. Les autorités ont diffusé plusieurs images de l'assaillant présumé qui a tué 39 personnes, pour la plupart des étrangers, qui célébraient le Nouvel An au Reina, l'une des plus célèbres boîtes de nuit de la métropole turque. Les enquêteurs estiment que l'auteur de l'attentat, revendiqué par le groupe Etat islamique (EI), est originaire d'un pays d'Asie centrale, le Kirghizistan ou l'Ouzbékistan, selon Hürriyet. Le ministère des Affaires

étrangères kirghize a jugé hier "improbable" l'implication de l'un de ses ressortissants, mais a affirmé mener tout de même une enquête. Dans les colonnes de Hürriyet, un chroniqueur proche du pouvoir, Abdulkadir Selvi, affirme que les autorités ont identifié l'assaillant et qu'il a combattu pour le groupe Etat islamique (EI) en Syrie. Le gouvernement turc, qui a évoqué une "enquête difficile", a indiqué lundi que des "données relatives aux empreintes digitales et à l'apparence" du tueur avaient été obtenues, sans autre détail. Deux étrangers ont été interpellés hier à l'aéroport Atatürk d'Istanbul portant à 16 le nombre de personnes arrêtées dans le cadre de l'enquête, a rapporté l'agence de presse Dogan. L'agence de presse Dogan a par ailleurs diffusé une vidéo qui montre l'assaillant présumé se filmant alors qu'il déambule, sourire en coin, sur l'emblématique place Taksim très fréquentée par les tou-



Photo : AFP

Le profil du suspect numéro un dans l'attentat sanglant d'Istanbul a commencé à se préciser hier avec la diffusion de ses photos.

ristes. Selon Abdulkadir Selvi, le chroniqueur de Hürriyet, les autorités veulent capturer l'assaillant vivant afin de démanteler son éventuel réseau et prévenir de possibles nouvelles attaques. **MANIEMENT DES ARMES** • L'attentat du Nouvel An survient alors que l'armée turque tente, au prix de lourdes pertes, de reprendre la ville d'Al-Bab, un bastion de l'EI dans le nord de la Syrie où Ankara mène une offensive contre les jihadistes, mais aussi les milices kurdes.

Dans son communiqué, l'EI accuse la Turquie, un pays peuplé majoritairement de musulmans, de s'être alliée aux chrétiens, vraisemblablement en référence à la coalition internationale antijihadiste menée par Washington et dont fait partie Ankara. Le Premier ministre turc Binali Yildirim a affirmé hier que la Turquie continuerait de "combattre le terrorisme partout où il se trouve". L'attentat au Reina marque un début 2017 sanglant pour la Turquie, déjà secouée en 2016 par une ten-

tative de coup d'Etat et une vague d'attentats meurtriers liée aux jihadistes ou à la rébellion kurde. A 01H15 dimanche (23H15 au Gabon samedi), un homme armé d'un fusil d'assaut a surgi devant la discothèque située au bord du Bosphore, sur la rive européenne d'Istanbul, abattant deux personnes à l'entrée avant de pénétrer à l'intérieur et d'y semer la mort. Les autorités pensent que l'assaillant a suivi un entraînement poussé au maniement des armes, selon les médias turcs. Il a ainsi utilisé des chargeurs doubles pour optimiser le temps de rechargement, des grenades aveuglantes pour désorienter ses cibles et visé le haut du corps pour augmenter le taux de mortalité des tirs. Plusieurs médias ont rapporté hier que le tueur présumé s'était installé en novembre à Konya (sud) avec son épouse et leurs deux enfants afin de ne pas éveiller les soupçons. Selon Dogan, l'épouse pourrait faire partie des personnes en garde à vue.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Droits. Iteka "définitivement radiée"**
La plus ancienne ligue burundaise des droits de l'homme, Iteka ("dignité" en kirundi, la langue nationale), a été "définitivement radiée" de la liste des ONG locales autorisées à travailler au Burundi.

• **Nigeria-Afrique du Sud/Diplomatie. Abuja dénonce un crime "barbare"**
La présidence nigérienne a dénoncé le crime "barbare" contre l'un de ses ressortissants dans la ville du Cap (Afrique du Sud) étranglé en pleine journée par des policiers sud-africains, et demande une "attention diplomatique urgente" de la part des deux pays.

• **RDCongo/Politique. Accord : la majorité pose ses conditions**
La coalition au pouvoir en République démocratique du Congo a conditionné hier sa participation aux négociations sur les modalités et le calendrier d'application de l'accord de cogestion du pays à la reconduction du mandat de la médiation des évêques par le président Joseph Kabila.

• **Sénégal/Législatives. Quinze députés pour la diaspora**
L'Assemblée nationale sénégalaise a voté une loi permettant l'élection de 15 parlementaires pour la diaspora, portant à 165 le nombre total de députés élus, ont déclaré hier des élus du pouvoir et de l'opposition.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Politique. Trump nomme un ancien de l'ère Reagan comme négociateur commercial**
Le président élu des Etats-Unis Donald Trump a nommé hier Robert Lighthizer représentant au Commerce extérieur (USTR), un poste traditionnellement chargé des négociations commerciales internationales.

• **Grande-Bretagne/Diplomatie. Démission de l'ambassadeur auprès de l'UE**
L'ambassadeur britannique auprès de l'Union européenne Ivan Rogers a démissionné de ses fonctions, moins de trois mois avant le déclenchement de la procédure de sortie du Royaume-Uni de l'UE, a-t-on appris hier de source proche du dossier.

• **Yémen/Conflit. 16 soldats tués dans des combats contre Al-Qaïda et les rebelles**
Seize membres des forces gouvernementales ont péri hier lors d'affrontements séparés avec des combattants d'Al-Qaïda et des rebelles au Yémen, pays dévasté par près de deux ans de guerre, selon des sources militaires et des responsables.

Onu/A sa première journée de travail à New York

Guterres : " Je ne suis pas un faiseur de miracles "

AFP
Nations Unies/ Etats-Unis

"Je ne suis pas un faiseur de miracles", a averti hier le nouveau patron de l'Onu Antonio Guterres, soulignant que "les temps sont très difficiles". Avant d'entamer sa première journée de travail au siège des Nations unies à New York, M. Guterres, qui a succédé le 1er janvier à Ban Ki-moon comme secrétaire général, s'est adressé au personnel onusien, l'appelant à agir pour réformer l'organisation. "Je crois utile de dire qu'il n'y a pas de miracles, je suis sûr que je ne suis pas un faiseur de miracles", a-t-il déclaré, en notant que sa nomination avait "suscité beaucoup d'attentes".

"Ne nous berçons pas d'illusions", a-t-il poursuivi. "Les temps sont très difficiles", entre la multiplication des conflits et l'émergence "d'un nouveau phénomène de terrorisme mondial". Il a rendu hommage dans ce contexte à "la générosité de la population turque (...), victime d'un terrible attentat terroriste" à Istanbul dans une discothèque la nuit du Nouvel An (lire ci-dessus). Face à ces défis, l'Onu a certes atténué les souffrances des populations mais elle "continue d'échouer à prévenir et à résoudre des conflits", a-t-il reconnu dans une référence implicite à la guerre en Syrie. Il y a aussi "beaucoup de résistance, de scepticisme dans plusieurs parties du monde à propos du rôle que



Photo : AFP

Le nouveau secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, devant la presse hier : "Ne nous berçons pas d'illusions."

"l'Onu peut jouer". "Nous devons être capables de reconnaître nos lacunes, nos échecs", a-t-il lancé aux centaines d'employés et de diplomates réunis dans le hall du secrétariat de l'Onu. Il les a appelés à "s'impliquer collectivement pour changer, réformer et amé-

liorer" le fonctionnement de l'Onu, et à "se débarrasser du carcan de la bureaucratie". "La seule manière d'atteindre nos objectifs est de travailler ensemble, en équipe, au service des valeurs de la charte (des Nations unies) qui unissent l'humanité", a-t-il conclu.

A des journalistes qui lui demandaient s'il était préoccupé par les récents propos critiques du président élu américain Donald Trump sur l'Onu, il a répondu : "non, je suis préoccupé par tous les problèmes terribles que nous devons affronter dans le monde", citant les guerres, les violations des droits de l'homme et la pauvreté. "J'espère que nous allons pouvoir nous unir pour résoudre ces problèmes". M. Trump avait brocardé l'Onu dans un tweet, la présentant comme un "club pour se rencontrer, discuter et prendre du bon temps". Dans un message diffusé dimanche à l'occasion du Nouvel An et de son entrée en fonctions, M. Guterres avait dit vouloir faire de 2017 "une année pour la paix".

Mozambique/Conflit

La branche armée de l'opposition annonce une trêve de deux mois

AFP
Maputo/Mozambique

LE leader de l'opposition mozambicaine, Afonso Dhlakama, a annoncé hier une trêve de deux mois dans le conflit qui oppose la branche armée de son parti, la Renamo, et le gouvernement et a fait plus de 20 000 déplacés et réfugiés. La Renamo a ainsi décidé de

prolonger le cessez-le-feu d'une semaine annoncé le 27 décembre. "Il y a eu quelques petits incidents, mais la trêve de sept jours s'est bien passée, donc j'annonce le prolongement de la trêve pendant 60 jours, jusqu'au 4 mars", a déclaré hier Afonso Dhlakama, lors d'une conférence de presse organisée par téléphone à Maputo alors qu'il vit retranché dans les montagnes de Gorongosa (centre).

Cette annonce inattendue fait suite à une série de conversations téléphoniques entre Afonso Dhlakama et le président mozambicain Filipe Nyusi, au moment où les pourparlers de paix entre le gouvernement et la Renamo sont au point mort. "Cette trêve est destinée à créer un environnement propice à l'accélération des pourparlers à Maputo, dans une ambiance de paix et de

tranquillité pour les deux côtés, le gouvernement et la Renamo", a expliqué Afonso Dhlakama. "Je continue à dire que les forces de la Renamo n'iront pas provoquer les positions des forces gouvernementales", a-t-il assuré. De son côté, le président mozambicain avait annoncé lundi que la responsabilité de l'annonce du prolongement de la trêve incombait à la Renamo, dans la mesure

où "le gouvernement ne commet aucune attaque". La confiance "est en train de se créer, de se construire, et elle va être productive", a-t-il ajouté, selon la télévision privée STV. La Renamo, l'ancienne rébellion de la guerre civile mozambicaine (1976-1992), a repris les armes en 2013 pour contester la mainmise de Frelimo, parti au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1975.